



Discours prononcé par le Général d'Armée Raúl Castro, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres de Cuba à la clôture de la 5e Période Ordinaire de Sessions de la 8e



Camarades : Ces derniers mois nous avons été témoins de plusieurs événements d'une grande importance pour le pays et dont vous et le peuple, vous avez été informés en temps opportun.

Comme d'habitude, les députés ont reçu durant ces jours-ci beaucoup d'informations sur la marche de l'économie durant le premier semestre et sur les estimations jusqu'à la fin de l'année.

L'on a pu inverser la tendance à la décélération de la croissance du Produit Interne Brut -connu par son sigle PIB- qui avait marqué les années précédentes. Jusqu'au 30 juin , le PIB a connu une croissance de 4,7% et nous estimons qu'il sera, vers la fin de l'année aux alentours de 4%. Et cela est très bon, compte tenu du fait que l'année dernière la croissance n'a été que de 1% ; cependant, pour obtenir ce 4% attendu, il faut travailler dur et avec beaucoup de discipline, surtout sur le plan économique, comme le signalait le ministre de l'économie, Marino Murillo.

Malgré plusieurs inaccomplissements, la production des industries sucrière et manufacturière a augmenté, et une croissance a été enregistrée dans le bâtiment, dans le commerce, dans le tourisme et dans la production de l'agriculture et de l'élevage, bien que cette dernière souffre des effets de la sécheresse intense qui sévit sur tout le territoire national.

Je dois mettre l'accent , à ce propos, sur la nécessité d'utiliser , de façon plus rationnelle, cette ressource vitale, comme l'ont relevé plusieurs camarades. À la fin juin, l'eau contenue dans les retenues d'eau ne représentait à peine que 38% de la capacité existante selon ce qu'a fait savoir la présidente de l'Institut des Ressources Hydrauliques, Inés María Chapman. C'est dans



les provinces de Guantánamo, de Santiago de Cuba, de Granma, de Las Tunas, de Ciego de Ávila, de Sancti Spíritus et de Pinar del Río où la situation est plus défavorable.

L'une des plus grandes insatisfactions dans l'application du plan concerne le secteur des transports, ce qui a provoqué des difficultés dans la marche de l'économie à cause de déficiences d'organisation et de basse disponibilité technique dans le système ferroviaire et dans les transports routiers, associée au manque de pièces de rechange et à des problèmes dans l'entretien et les réparations. Cette situation a aussi été aggravée par le retard de l'arrivée à Cuba des équipements correspondant au plan de cette année et de l'année dernière, dont la plupart doivent arriver en 2015.

À cela s'ajoute la décision prise lors de la récente réunion du Conseil des Ministres de remettre des moyens de transport et aussi des engins de construction de la Réserve de l'État ainsi que d'anticiper la signature de contrats d'achat des équipements qui étaient prévus au début dans le plan de 2016.

Durant le premier semestre, nous avons fait face à de sévères restrictions financières externes ; cependant, notre pays a continué à honorer rigoureusement ses échéances envers les créanciers et les fournisseurs étrangers. Cette pratique favorise le rétablissement progressif de la crédibilité de l'économie nationale bien que le blocus étasunien soit pleinement en vigueur.

Malgré ces difficultés, l'on a réussi à préserver les services sociaux à l'intention de la population -question que nous ne négligerons jamais- et à titre de preuve nous pouvons signaler que la situation épidémiologique de notre pays s'est améliorée de façon substantielle.

D'autre part, l'équilibre monétaire et financier se maintient. L'inflation, en général, reste endiguée dans les niveaux prévus, entre 3% et 5% bien que nous n'ignorions pas la juste préoccupation de la population au sujet des prix élevés des produits de l'agriculture et de l'élevage, qui augmentent plus que le salaire moyen.

Vous avez pu constater, à la différence de sessions précédentes de l'Assemblée Nationale, que cette fois-ci l'on n'a pas inclus l'information sur la marche de l'application des Grandes Lignes de la Politique Économique et Sociale approuvées au 6e Congrès du Parti, car nous avons crû qu'il convient de centrer notre attention sur l'élaboration du projet du rapport qui sera présenté, sur cette thématique, au 7e Congrès, en avril 2016, tout comme le signale la Convocation faite par le Plenum du Comité Central qui s'est tenu hier.

Cependant, je vais me référer brièvement aux principales tâches menées à bien pour l'actualisation de notre modèle économique et social. Parmi elles se trouve l'élaboration de la conceptualisation théorique du socialisme à Cuba et les lignes et les secteurs stratégiques qui formeront le programme de développement économique et social jusqu'en 2030. Ces deux documents feront partie des thèmes qui seront analysés au prochain Congrès du Parti.

En même temps, l'on a continué à avancer en ce qui concerne le renforcement du rôle qui revient aux entreprises étatiques socialistes en tant que pilier fondamental de l'économie nationale, à ajuster des mesures approuvées auparavant et à en incorporer d'autres relatives à leur fonctionnement plus flexible et à des systèmes de salaires associés aux résultats du travail.

L'on a introduit aussi plusieurs transformations dans le processus de planification économique en accord avec le perfectionnement du système d'entreprises, ce qui a permis d'incorporer au plan, avec une plus grande intégralité, les politiques approuvées comme résultat de



l'application des grandes lignes et la programmation des équilibres monétaires dans le Plan et dans le Budget de l'État.

L'on continue à avancer dans l'accomplissement de l'ensemble des mesures visant à l'unification monétaire, processus d'une complexité extrême et qui s'avère indispensable pour un fonctionnement efficace de l'économie. Il n'est pas inutile de réaffirmer ce qui a été dit à plusieurs reprises, devant notre Parlement, sur la garantie totale dont bénéficieront les comptes en banque en devises internationales, en pesos convertibles (CUC) et en pesos cubains (CUP), ainsi que l'argent comptant qui est aux mains de la population et des personnes juridiques nationales et étrangères.

L'on maintient en marche aussi le processus expérimental de création de coopératives non-agricoles, processus dont les priorités sont la consolidation du fonctionnement de celles qui existent déjà et continuer à avancer de façon graduelle dans la création de nouvelles coopératives, sans répéter les distorsions déjà identifiées.

À cela s'ajoute le fait qu'un peu plus d'un demi-million de Cubains travaillent à leur compte dans de multiples activités et ce chiffre continuera à augmenter de façon progressive car cette forme de gestion sera étendue à un ensemble d'établissements gastronomiques et de services à la population, l'État restant le propriétaire des immeubles.

Nous poursuivrons à notre rythme le processus de transformations dans la société cubaine, processus que nous avons décidé d'entamer de façon souveraine avec l'appui majoritaire du peuple pour construire un socialisme prospère et durable, garantie essentielle de notre indépendance.

Le premier semestre de l'année s'est caractérisée par une activité internationale intense.

Le 3e Sommet de la CELAC, la Communauté des États Latino-américains et Caribéens, qui s'est tenu en janvier au Costa Rica, a demandé avec fermeté la fin du blocus économique, commercial et financier et il a exhorté le président Obama à user avec décision de ses nombreuses prérogatives exécutives pour modifier de façon substantielle l'application de cette politique. À peine quelques jours après, le Sommet de l'Union Africaine s'est prononcé dans des termes similaires.

Le VIIe Sommet des Amériques, auquel Cuba a assisté pour la première fois, qui s'est tenu au Panama en avril, a été un espace propice pour que la région réitère l'appui à la juste lutte de notre peuple contre le blocus et mette l'accent sur la nécessité de modifier la nature des relations hémisphériques à l'époque actuelle où l'on ne peut plus traiter notre pays comme une arrière-cour.

Précisément au Panama, nous avons eu une réunion avec le Président des États-Unis.

Les propos que j'ai tenus à ces deux rencontres recueillent la position invariable de principes de la politique extérieure de la Révolution Cubaine et expriment la fidélité aux idées que notre peuple a défendues, face à tous les risques et défis, sous la direction du Commandant en Chef Fidel Castro Ruz. Cela m'exempte de les répéter aujourd'hui ici, car vous les connaissez bien.

Je dois cependant réaffirmer notre solidarité avec la Révolution Bolivarienne et avec le gouvernement du président Nicolás Maduro face aux tentatives de déstabilisation et à n'importe quel acte d'ingérence étrangère. Nous avons appris avec satisfaction les résultats des élections primaires du Parti Socialiste Uni du Venezuela et nous suivons avec attention le processus de dialogue entre ce pays et les États-Unis.



Nous dénonçons les campagnes de déstabilisation contre le gouvernement du président Rafael Correa et contre la Révolution Citoyenne en Équateur, auxquels nous renouvelons la solidarité de Cuba.

Nous constatons que l'on a mis en marche une offensive impérialiste et oligarchique contre les processus révolutionnaires et progressistes latino-américains, à laquelle nos peuples feront face avec détermination.

Que parviennent, depuis ce Parlement, les salutations solidaires à la présidente Dilma Rousseff et au peuple brésilien qui défendent d'importants acquis sociaux et politiques d'intégration régionale et des pays du Sud face aux tentatives de les détruire.

Début-mai, nous avons assisté à l'impressionnante célébration à Moscou du 70e Anniversaire de la Victoire sur le Fascisme, fait que personne ne pourra ni dénaturer ni effacer de la mémoire de l'Humanité.

Nous avons lancé, en temps opportun, dans cette même salle, une mise en garde contre le fait que les tentatives d'étendre l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie entraînerait de graves menaces pour la paix et la sécurité internationales.

Nous réaffirmons aujourd'hui que l'application de sanctions contre la Russie nuira aux intérêts de l'Europe et entraînera une plus grande instabilité et de nouveaux dangers. Cette position a été exprimée de nouveau par Cuba au Second Sommet CELAC-Union Européenne auquel nous avons réaffirmé aussi notre disposition de dialoguer et de coopérer avec le bloc communautaire avec lequel nous sommes en train de négocier un accord à ce sujet. À cette occasion-là, notre délégation a été présidée par le premier vice-président, le camarade Miguel Díaz-Canel.

Nous saluons l'accord auquel sont parvenus la République Islamique d'Iran et le groupe de pays membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU plus l'Allemagne. Nous réaffirmons notre appui au droit inaliénable de chaque État à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Ce résultat démontre que le dialogue et la négociation sont le seul moyen efficace pour résoudre les différends entre les États.

Dès maintenant, nous nous préparons pour accueillir, en septembre prochain, le Pape François, avec affection, avec respect et avec hospitalité, comme il le mérite. Son prêche en faveur de la paix et de l'équité, de l'éradication de la pauvreté, de la défense de l'environnement et l'analyse qu'il fait des causes des problèmes de l'Humanité, que nous avons tous suivi avec attention, spécialement lors de son périple mémorable en Équateur, en Bolivie et au Paraguay, éveillent l'admiration mondiale.

Il a été déjà informé que le 20 juillet prochain, comme résultat des négociations qui se sont déroulées de façon respectueuse et sur un pied d'égalité, les relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis seront officiellement rétablies et que des ambassades seront rouvertes dans les capitales respectives ; d'abord la nôtre.

C'est ainsi qu'aura pris fin la première phase du processus entamé le 17 décembre et c'est ainsi que commencera alors une nouvelle étape, longue et complexe, sur le chemin conduisant à la normalisation des relations, qui exigera de la volonté pour trouver des solutions aux problèmes qui se sont accumulés durant plus de 5 décennies et qui affectent les liens entre nos pays et peuples. Comme nous l'avons dit, il s'agit de tisser un nouveau type de liens entre nos deux États, différents à ceux de toute notre histoire commune.

Comme le signale la Déclaration du Gouvernement Révolutionnaire du 1er juillet, il est



impossible de concevoir, tant que le blocus sera maintenu, des relations normales entre Cuba et les États-Unis.

Nous saluons l'appel du Président Obama au Congrès à lever le blocus de Cuba, réitéré dans sa déclaration du 1er juillet et nous espérons qu'il continuera à user de ses facultés exécutives, c'est-à-dire, celles qu'il peut exercer sans avoir à demander l'avis du Congrès, pour démanteler des aspects de cette politique qui cause des dommages et des carences à notre peuple. Le reste des mesures du blocus sont, comme c'est normal, du ressort du Congrès.

Pour normaliser les liens bilatéraux, il faudra aussi restituer le territoire illégalement occupé par la Base Navale à Guantánamo ; mettre fin aux émissions de radio et de télévision en direction de Cuba ; éliminer les programmes ayant pour but de promouvoir la subversion et la déstabilisation internes et dédommager le peuple cubain pour les dégâts humains et économiques provoqués par les politiques des États-Unis.

Changer tout qui doit être changé est une question souveraine et exclusive des Cubains. Le Gouvernement Révolutionnaire est dans la disposition d'avancer sur la voie de la normalisation des relations, persuadé du fait que nos deux pays peuvent coopérer et coexister de façon civilisée, au profit des deux, au-delà des divergences que nous avons et que nous aurons, et de contribuer ainsi à la paix, à la sécurité, à la stabilité, au développement et à l'équité dans notre continent et dans le monde.

Camarades :

Cela fait quelques semaines seulement, nous avons accueilli dans la Patrie, les membres du Contingent Henry Reeve qui ont participé à la bataille contre l'ébola en Afrique de l'Ouest où ils ont donné un exemple extraordinaire de solidarité, d'altruisme et de courage en faisant face à cette épidémie meurtrière. Notre hommage éternel à Jorge Juan Guerra Rodríguez et à Reynaldo Villafranca Antigua, les deux coopérants qui sont décédés à cause d'autres maladies contractées lorsqu'ils s'acquittaient de cette mission.

Une brigade médicale qui rentrera dans les prochains jours, a soigné, avec un grand esprit solidaire, les victimes des tremblements de terre dans les montagnes du Népal.

Notre pays continuera à s'acquitter, suivant ses possibilités, du devoir internationaliste d'appuyer les peuples qui en ont besoin comme le font aujourd'hui des dizaines de milliers de compatriotes dans plus de 80 pays d'Amérique Latine, des Caraïbes, d'Afrique et d'Asie suivant le principe selon lequel ceux qui pourront payer la collaboration le feront et ceux qui n'ont pas les ressources nécessaires continueront à bénéficier de notre aide.

Dans, 10 jours à peine, nous célébrerons le 62e anniversaire des attaques des casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes et le 500e anniversaire de la fondation de la ville de Santiago de Cuba. Nous y partagerons avec ce peuple aguerri la joie pour ces événements -aguerri au même titre que le reste de notre pays y compris l'île de la Jeunesse et ses îlots adjacents- et nous écouterons les propos du Second Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de Cuba José Ramón Machado Ventura.

Quiconque comparera cette ville héroïne avec celle qu'a laissée derrière lui l'ouragan Sandy, cela fait moins de trois ans, pourra comprendre qu'il n'y a rien d'impossible pour un peuple uni, comme le nôtre, disposé à lutter à défendre l'œuvre de la Révolution.



RADIO HABANA CUBA

Artículo Editado por Reynaldo Henquen
16/07/2015 17:07:40

Nous nous verrons à Santiago !

Merci beaucoup